



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics

Département de la mobilité
et des transports

Direction de la navigation fluviale et de la logistique
L-2938 Luxembourg

Contact Service Navigation fluviale

Département Transports

Mail : inlandnavigation@tr.etat.lu

Tel. : +352-24784957

Demande d'aide en matière de promotion de transport fluvial et de développement des infrastructures fluviales

(conformément au Règlement grand-ducal du 14 septembre 2018 déterminant les aides en rapport avec la promotion du transport fluvial et le développement des infrastructures fluviales)

*** sélectionner ce qui convient**

*Demande de délivrance d'une aide (article)**

☐ *pour l'équipement des bateaux de navigation intérieure*

- a) 30 % du coût des adaptations techniques apportées à des bateaux existants visant à rendre le transport fluvial plus respectueux de l'environnement, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- b) 30% du coût des adaptations techniques apportées à des bateaux existants visant à améliorer la productivité de la flotte, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- c) 30% du coût pour l'acquisition d'équipements neufs visant à améliorer la sécurité de navigation, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- d) 30% du coût de l'acquisition d'équipements de manutention embarqués sur une cale existante et d'outils d'aide au chargement, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

☐ *pour des projets d'infrastructures ou de superstructures fluviales**

- a) 50% du coût des études préalables à la construction ou le renouvellement d'infrastructures portuaires et de transbordement de marchandises, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- b) 30% du coût d'acquisition des terrains nécessaires au transbordement de marchandises vers la voie navigable, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- c) 50% du coût d'acquisition des équipements nécessaires au transbordement de marchandises ou à leur pré- ou posttraitement à terre, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- d) 30% du coût des études préalables à la construction d'infrastructures d'accueil et de stationnement de bateaux, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

- e) 40% du coût pour la création ou le renouvellement d'installations d'accostage pour bateaux à passagers assurant un service régulier, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- f) 30% du coût pour la création de ports de plaisance et de haltes nautiques à vocation publique, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- g) 30% du coût pour la création de capacités supplémentaires de stationnement de bateaux sur les ports de plaisance et les haltes nautiques à vocation publique, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- h) 30% du coût pour la construction ou le renouvellement d'installations de sports nautiques à vocation publique, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- i) 50% du coût pour la construction ou le renouvellement d'installations permettant la collecte, le dépôt et la réception des déchets survenus en navigation rhénane et intérieure, taxe sur la valeur ajoutée comprise.
- j) 50% du coût pour les études en relation avec la construction d'aires de virement, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

	Personne morale :	☐ de droit privé ☐ de droit public
	Nom, prénom	
	Adresse exacte	
	Téléphone de contact	
	Adresse e-mail	
	Personne privée :	
	Nom, prénom	
	Adresse exacte	
	Téléphone de contact	
	Adresse e-mail	
	Matricule	
	Bateau	
	Nom	
	Type	
	Numéro européen unique	

	Année et lieu de construction	
	Lieu d'immatriculation	☐ Luxembourg ☐ Autre
	Port d'attache	
	Type	
	Nom du Chantier	
	Lieu et pays du chantier	
	Descriptif de la modification technique	
	Infrastructures ou superstructure fluviale	☐ Utilisation à des fins privées ☐ Utilisation à des fins publiques
	Localisation	☐ Rive luxembourgeoise de la Moselle ☐ Autre :
	Date de visite	
	Autres informations	
	Compte bancaire du :	☐ requérant : _____ ☐ mandataire : _____ pour le versement de l'aide.

Pièces à joindre* :

- ☐ une copie du passeport, de la carte d'identité, du titre de voyage ou de tout autre document en tenant lieu, en cours de validité, permettant l'identification du requérant personne physique ou du dirigeant ou du responsable de la personne morale ;
- ☐ un relevé d'identité bancaire du bénéficiaire;
- ☐ le type d'aide sollicitée ;
- ☐ une copie des devis des travaux ou équipements;
- ☐ une copie de toutes les factures acquittées et une preuve de paiement;
- ☐ en cas de demande par un mandataire, l'autorisation expresse du mandant ;
- ☐ en cas de demande par une personne morale de droit privé :
 - un extrait récent du Registre de Commerce et des Sociétés ;
 - une attestation sur d'éventuelles aides *de minimis* reçues par cette personne ou le groupe dont elle fait partie pendant les trois dernières années fiscales;
 - une déclaration sur l'honneur sur l'absence de tout aide sollicitée auprès d'une autre instance publique qui se recouvre partiellement ou totalement avec la demande introduite ;
 - une attestation établie par l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines certifiant que le demandeur est en règle avec ses obligations fiscales ;
 - une attestation officielle certifiant que le demandeur est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale au Grand-Duché de Luxembourg.
- ☐ une calendrier prévisionnel des travaux ;
- ☐ une fiche standardisée sur les travaux ou équipements visés (FS).
- ☐ un organigramme d'entreprise montrant votre entreprise et les entreprises liées en amont et en aval (par prise de participation ou autre contrôle)
- ☐ des statuts récents

Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux nouveaux projets mis en place à partir du 1^{er} janvier 2019.

Attestation sur l'honneur :

Par la présente le bénéficiaire de l'aide certifie qu'il :

- ☐ n'a pas reçu d'autre aide de *minimis* incompatible avec le droit européen.
- ☐ a reçu _____ euros d'aide de *minimis* au courant des 3 dernières années.

(Date)

Signature

Je soussigné, _____, en ma qualité de _____ certifie que la présente est sincère et vraie et je prends note qu'en cas de fausse déclaration ou de déclaration incomplète, je m'expose aux sanctions prévues par le Code pénal luxembourgeois.

Je soussigné m'en en plus

- sur la sincérité, l'exactitude et la complétude des informations fournies ;
- à communiquer à l'administration pour consultation ou sur demande, tous les documents et informations nécessaires au contrôle des aides accordées ;
- à signaler à l'administration tout changement relatif aux critères requis pour l'octroi des aides.

Le bénéficiaire

- s'engage à exploiter le matériel subventionné pour une durée de 2 ans à partir de la date de l'octroi de l'aide.
- s'engage à exploiter commercialement l'infrastructure ou la superstructure subventionnée pour 4 ans à partir de la date de l'octroi de l'aide.

Le cas échéant, je déclare que je suis autorisé d'agir au nom du mandataire.

Je marque mon accord à ce que les données soumises fassent l'objet d'un traitement des données dans le cadre des demandes d'aide.

(Date)

Signature

Déclaration Protection des données

Dans le cadre de ses mission d'intérêt public, la direction de la navigation fluviale et de la logistique du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics recueille et utilise vos données à caractère personnel afin de permettre le traitement de votre dossier de demande de certificat communautaire, d'agrément, de certificat de jaugeage, permis d'exploitant etc. selon les dispositions légales nationales ou européennes en vigueur.

Les données traitées, ou partie d'entre elles, nécessaires à l'accomplissement des missions publiques ou intérêts légitimes du/des destinataires, sont susceptibles d'être communiquées à l'Administration de l'enregistrement et des domaines ou d'être intégrées dans des bases de données européennes (EHDB).

Les données traitées peuvent être également utilisées pour des fins statistiques. Pour le surplus elles sont susceptibles d'être conservées à des fins d'archivage public.

Elles ne sont pas conservées au-delà de 2 ans après la déchéance du titre, sauf disposition légale contraire.

La fourniture de ces données est nécessaire au traitement de votre demande. Ces informations doivent être précises et refléter la réalité de votre situation sans quoi votre demande pourrait ne pas aboutir correctement. De plus vous vous exposez à des sanctions en cas de fausses déclarations.

Les règles légales de protection des données à caractère personnel, notamment les droits reconnus aux personnes concernées par les traitements effectués (droits d'accès, de rectification, d'effacement des données, voir droit d'opposition ou d'exiger la limitation du traitement) sont applicables dans les conditions et sous réserve des exceptions et dérogations prévues.

La CNPD (Commission nationale de la protection des données) peut être saisie, le cas échéant, d'une réclamation ou demande relative aux droits des intéressés.

Une réclamation peut être directement adressée à la direction de la navigation fluviale et de la logistique par courrier, à son DPO à l'adresse mail dpo@tr.etat.lu , ou à défaut au Commissaire à la protection des banques de données de l'Etat au 43. Bd. F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

	Réservé à l'Administration	
	Saisine de la commission ad hoc	☐ Oui ☐ Non
	Avis	
	Décision	



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics

Département de la mobilité
et des transports

Réf.: FS
Version 1.0

Fiche standardisée	
(Règlement grand-ducal du 14 septembre 2018 déterminant les aides en rapport avec la promotion du transport fluvial et le développement des infrastructures fluviales.)	
A remplir et à envoyer avec le formulaire de demande FAE1 à inlandnavigation@tr.etat.lu	
Nom du projet:	
Description du projet:	
Explication de l'avantage environnemental de la mesure de modernisation du bateau :	
ou	
Explication du lien du projet avec le transport fluvial :	

Coûts	
Date début travaux	
Date fin travaux	
Photos:	